



Lettre n° 257 du 9 octobre 2022

Au sommaire :

- **Solidarité avec les raffineurs en grève contre TotalEnergies et ExxonMobil, œuvrons tous ensemble à une contagion salubre des luttes** - Galia Trépère
- **Brésil, la probable victoire de Lula ne sera pas la défaite de la réaction bolsonariste ni du capitalisme qui l'a engendré** - Yvan Lemaitre

Solidarité avec les raffineurs en grève contre TotalEnergies et ExxonMobil, œuvrons tous ensemble à une contagion salubre des luttes

Stations-service à sec, carburants réservés aux services d'urgence, menaces de pénurie, les grèves dans les raffineries TotalEnergies et Exxon Mobil posent avec force la question de l'augmentation des salaires que le patronat voulait étouffer avec l'aide du gouvernement et de sa loi sur le pouvoir d'achat votée fin juillet. Dans de nombreuses entreprises, les salarié.es ont entrepris et organisé lors de la journée interprofessionnelle du 29 septembre, avant et après cette date, des actions, des assemblées générales, des débrayages et des grèves reconductibles sans se laisser enfermer dans le cadre routinier et institutionnel des traditionnelles journées d'action.

A Stellantis, le 28 septembre, près de 5000 salariés de PSA ont fait grève sur plusieurs sites, ce qui n'était pas arrivé depuis 1989. Inquiète d'une série de débrayages dans plusieurs usines, la direction avait appelé à une réunion sur le « pouvoir d'achat », réunion qui accouche d'une prime de 1000 euros. Cette annonce le 27 septembre a provoqué la colère, une prime dérisoire au regard des 8 milliards d'euros de bénéfices réalisés par Stellantis dans les 6 premiers mois de l'année et convainc les travailleurs qu'il faut une augmentation de salaires et non une prime. La CGT historique PSA Poissy, où milite Jean-Pierre Mercier et que la bureaucratie veut exclure, appelle à la grève dès le lendemain. Le matin du 28, sur plusieurs sites, des ouvriers n'ont pas attendu pour lancer les débrayages eux-mêmes, et il y a 5000 grévistes le 28, un événement. La lutte continue.

Dans les raffineries, la grève qui avait démarré chez ExxonMobil le 20 septembre, s'est étendue à TotalEnergies le 27. Les grévistes d'ExxonMobil réclament 7,5 % d'augmentation et 6000 euros de prime Macron, « 2 millions d'euros sur les 409 millions de bénéfices réalisés au

premier semestre en France », comme le dit un délégué syndical. TotalEnergies prétendait accorder une augmentation de salaire de... 2,5 % alors que ses résultats nets ajustés sur le premier semestre 2022 culminent à 18 milliards d'euros. En grève depuis le 27 septembre, les salariés réclament 10 % de plus de salaire, 6 raffineries sur 8 sont à l'arrêt.

Le 29, jour de la journée d'action intersyndicale, la grève a été aussi très suivie à EDF, entraînant une baisse de la production d'énergie de près de 9 % et dans de nombreuses entreprises comme à Groupama.

Partout, dans tous les secteurs, mécontentement et inquiétude sont palpables, sur les salaires, sur l'aggravation des conditions de travail, d'exploitation, les fermetures d'entreprises et les licenciements comme dans le groupe Camaïeu dont les 514 magasins en France et leurs 2600 salariés ont été liquidés le 1er octobre. Lassitude, épuisement, colère.

Des millions de gens ont leurs comptes à zéro ou dans le rouge dès le 15 du mois et chacun.e voit bien que l'augmentation des prix des produits alimentaires, des carburants et de l'énergie, l'état catastrophique des services publics comme la Santé, l'Éducation, les transports, n'est pas une parenthèse, contrairement à ce que dit la propagande mensongère du gouvernement. Tout le monde sait et voit la récession en marche, la régression sociale, l'aggravation de la crise écologique et les effets catastrophiques de l'accélération du réchauffement climatique, la guerre et le militarisme... Les effets cumulatifs de la crise de sénilité du capitalisme dont les populations dans le monde entier subissent les ravages.

Dans ce climat, qui leur fait craindre une explosion sociale, les classes dirigeantes se raidissent, menacent, durcissent

l'offensive contre les travailleurs tout en ayant une peur panique de leurs réactions et de celles de la population.

Le gouvernement, tout à la poursuite de son offensive, perd pied

Tout en appelant au dialogue social et en invitant les patrons, dont celui de TotalEnergies à faire « *preuve de responsabilité* » Macron poursuit ses attaques contre les travailleurs. Les règles de l'assurance-chômage ont encore été durcies, avec la modulation à venir des allocations en fonction du taux de chômage et un amendement prévoyant de priver un salarié qui aurait « abandonné son poste » de toute indemnisation. Des mesures destinées à promouvoir « *une société du plein emploi et du travail* » plutôt que la « *société du rester chez soi quand on peut aller travailler* » a dit sans vergogne le député macroniste Karl Olive.

Sur les retraites, le gouvernement veut faire travailler les salariés plus longtemps en reculant l'âge légal de départ jusqu'à 65 ans et baisser les pensions. A l'image de toute sa politique, diminuer au maximum la part qui revient aux travailleurs par le biais de la protection sociale -assurance-chômage, Sécu et retraites- et des services publics, pour consacrer toujours plus d'argent public aux subventions de toutes sortes aux groupes capitalistes, baisses de leurs impôts et cotisations, marchés d'État juteux comme les fournitures militaires, lois leur permettant d'exploiter toujours plus durement les travailleurs.

Macron aurait aimé faire passer le recul de l'âge légal de départ en retraite par le biais d'un amendement au projet de budget de la Sécu. Il y a renoncé, les directions syndicales affirmant leur opposition à la méthode... pour toutes accepter au final la concertation prévue par le gouvernement dont l'issue est évidemment sans surprise.

Macron peut les remercier d'autant que lui-même et son gouvernement sont dans une situation de fragilité. Non seulement ils n'ont pas la majorité à l'Assemblée mais deux poids lourds du gouvernement ont affaire avec la justice. Dupond-Moretti devra comparaître devant la Cour de justice de la République, il est accusé d'avoir fait pression sur plusieurs magistrats anti-corruption. Un comble pour un ministre de la Justice, mais il a déjà reçu le soutien de Borne. Alexis Kohler secrétaire général de la Présidence de la République depuis 2017, autant dire le bras droit de Macron, a été mis en examen le 23 septembre dans l'enquête sur ses liens avec l'armateur italo-suisse Mediterranean Shipping Company (MSC), propriété de la famille Aponte, dont il est cousin. Lui non plus ne sera pas licencié.

Deux épisodes de plus de la longue histoire des liens entre milieux d'affaires, groupes capitalistes et personnel politique.

Le gouvernement aussi affaibli soit-il n'a pas grand-chose à craindre tant que la contestation est enfermée dans le cadre institutionnel soit du dialogue social avec les « partenaires sociaux » soit du Parlement. Il n'a pas

grande difficulté à instrumentaliser la guerre en Ukraine pour afficher une union nationale rassemblant l'ensemble des partis institutionnels. Il a d'ailleurs tenu à ce que le premier débat à l'assemblée nationale le 3 octobre y soit consacré. Aucun des députés présents n'a élevé d'objection contre le récit fait par la première ministre Borne des actions de soutien de l'État français à la guerre que les États-Unis et l'Otan mènent contre la Russie en utilisant le peuple ukrainien victime de l'agression de Poutine, les exactions et les horreurs qu'il a commanditées ou la menace nucléaire qu'il a brandie ces derniers jours. Comme si Biden, Macron, l'Otan et l'UE, n'étaient pas, eux aussi, des fauteurs de guerre.

Travailler ensemble à rendre les grèves contagieuses, pas d'union nationale, indépendance de classe !

La grève des salariés de Total et d'ExxonMobil, la pénurie de carburants qu'elle provoque, montrent quelle force peuvent avoir les travailleurs parce que ce sont eux qui font tourner l'économie. Un « *pouvoir de nuisance* » ne manqueront pas de dire tous ceux qui passent leur temps à justifier l'enrichissement d'une infime minorité sur le dos de toute la population, les journalistes aux ordres qui trouvent normal que Total ne propose que 2,5 % de hausse des salaires alors qu'il vient de décider le versement de dividendes exceptionnels supplémentaires de 2,9 milliards d'euros à ses actionnaires. Total ne veut pas entendre parler des revendications des grévistes avant les négociations qu'il prévoyait le 15 novembre prochain pour discuter des salaires de 2023.

Pour nous, il y a urgence !

Une bataille décisive est engagée contre l'un des groupes capitalistes les plus riches et les plus puissants du CAC40, TotalEnergies, et sur un problème qui touche l'ensemble des travailleurs, les salaires.

Alors que les directions syndicales restent l'arme au pied, les équipes militantes, toutes celles et ceux qui comprennent les enjeux de cette bataille, peuvent unir leurs forces pour combattre la propagande anti-ouvrière et anti-syndicale, faire de l'agitation sur la nécessaire augmentation des salaires, organiser des réunions dans ce sens sur leurs lieux de travail, sur leur ville ou leur département. Développer une politique de classe offensive.

Sans exclusive ni sectarisme, en favorisant l'unité à la base, et les rapports démocratiques qui la permettent, il s'agit de discuter ensemble des moyens de défendre les travailleurs en grève et de travailler ensemble à rendre ces grèves contagieuses, comme l'ont fait les travailleurs en Grande Bretagne, d'aider à la construction d'un mouvement général pour imposer aux patrons et au gouvernement l'augmentation des salaires et leur indexation sur le coût de la vie pour qu'ils suivent la hausse des prix.

Galia Trépère

Brésil, la probable victoire de Lula ne sera pas la défaite de la réaction bolsonariste ni du capitalisme qui l'a engendré

Au terme d'une campagne dominée par la violence et les provocations verbales et physiques de l'extrême droite, les résultats de l'élection présidentielle au Brésil ont placé Lula en tête avec 48,2 % des voix, contre 43,30 % pour Bolsonaro. Un deuxième tour aura lieu le 30 octobre alors que, la veille même du premier, les sondages donnaient Lula élu. « *La lutte continue jusqu'à la victoire finale. C'est juste une prolongation, nous allons remporter cette élection* », a-t-il déclaré minimisant le revers. Sur les 156 millions de Brésiliens appelés aux urnes, près de 32 millions d'entre eux, 20,9 % de l'électorat, se sont abstenus bien que le vote soit obligatoire, le plus haut niveau depuis 1998. Une statistique qui exprime le rejet croissant d'un système social et politique inégalitaire, injuste et corrompu.

Bolsonaro, qui en est l'incarnation la plus brutale brandissant l'étendard « *Dieu, Famille, Patrie* », donné perdant, a atteint son objectif, éviter une défaite dès le premier tour qui aurait été une déroute. « *Nous avons vaincu les mensonges* » a-t-il clamé flattant le complotisme de ses soutiens, les mensonges des sondages, de Lula et de ses soutiens, des juges de la cour suprême et de la presse... Son parti, le Parti libéral (PL), a réussi à gagner de solides positions aux élections pour les députés, sénateurs, gouverneurs et représentants à l'assemblée des 27 États qui se déroulaient en même temps. Huit anciens ministres sont élus au Parlement dont Eduardo Pazuello, criminel ministre de la santé durant la pandémie ou encore Ricardo Salles, l'ex-ministre de l'environnement, destructeur de la forêt amazonienne, et le PL y constitue le groupe le plus important avec 99 députés. L'ensemble de la droite et de l'extrême-droite aura 273 députés sur 513. Au Sénat, le PL a obtenu 14 sièges contre seulement 8 pour le Parti des travailleurs (PT) et y devient la première formation.

Les bolsonaristes sont en tête dans 13 des 27 États dont certains des plus importants, tels que ceux de Sao Paulo, de Rio de Janeiro et le district de Brasilia. Dans ces deux derniers, ils l'emportent même dès le premier tour avec plus de 51 % des voix.

Si Bolsonaro subit un revers, il garde une large influence et ancre son mouvement dans les institutions et la population. Il s'appuie sur une fraction de l'armée, les réseaux très puissants des évangélistes et de leurs différentes chapelles et ce qu'il appelle « son armée », des milices d'extrême droite. Il avait déjà laissé entendre qu'il pourrait, comme son modèle Trump, remettre en question le scrutin avec l'appui des militaires et de l'appareil judiciaire. Le deuxième tour ouvre à l'ancien petit capitaine, admirateur et nostalgique de la dictature militaire, la possibilité de s'appuyer sur ses succès du premier tour pour mobiliser et galvaniser ses troupes, 4 semaines de campagne pour les préparer à un éventuel coup de force et à la suite si Lula l'emporte, le plus probable.

La politique au service de la bourgeoisie de Lula désarme le camp progressiste

La politique de Lula et du PT lui laisse malheureusement le terrain après une campagne plus soucieuse de donner confiance au patronat qu'à mobiliser ses propres troupes, les travailleurs et les classes populaires. Si son capital de popularité acquis durant ses deux premiers mandats assure à Lula un électorat fidèle, sa politique intégrée au libéralisme a nourri aussi une profonde méfiance. Il y a le lourd passé des accusations de corruption -le scandale de Petrobras qui a conduit Lula en prison et à la destitution de Dilma Rousseff en 2016- qui nuisent à sa popularité et donnent prise au slogan de Bolsonaro contre « *les voleurs* » alors que les pratiques clientélistes et de corruption sont une composante de la vie politique brésilienne.

Lula entend maintenir l'opposition à l'extrême-droite sur un terrain électoral, institutionnel et multiplie pour cela les alliances avec la droite traditionnelle. Il a fait de Geraldo Alckmin son vice-président, cet ancien gouverneur de São Paulo, un des dirigeants historiques du Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB), la formation conservatrice et néolibérale qui a longtemps régné sur la droite brésilienne. Ce dernier avait affronté Lula au second tour de la présidentielle en 2006. En le choisissant, Lula envoie un message sans équivoque au grand capital, il se place sous sa dépendance et la menace d'un nouveau « *coup d'État constitutionnel* » si, sous la pression de la tourmente capitaliste mondiale, le grand patronat changeait de politique.

Lula et le PT veulent gouverner en s'alliant aux représentants de la bourgeoisie pour défendre leurs intérêts. La page du développement et de la transformation économique du Brésil des années où Lula était au pouvoir de 2003 à 2010, qui lui a permis de mener une politique sociale visant à éliminer la faim et la misère, est tournée. Il n'aura plus le choix que d'assumer la politique de régression sociale et de destruction de l'environnement dans laquelle Bolsonaro a entraîné le pays, qui répond aux intérêts du capitalisme brésilien tout en développant des programmes sociaux pour garantir la paix sociale. Il se veut le candidat de la réconciliation nationale déclarant dans un clip de campagne : « *J'ai 76 ans, j'ai vécu tout ce qu'un homme peut vivre dans la vie. Je n'ai pas de place pour la haine, pour la vengeance, pour ne pas croire que demain sera meilleur* ». Il cherche à attirer les électeurs et électrices bien au-delà de la gauche sur la base d'un programme nationaliste et pro-patronal pour « reconstruire et transformer » le Brésil.

Il vient de passer des accords avec les partis du centre et espère ainsi assurer sa victoire. Le patronat de Sao Paulo, la capitale économique du pays, et la grande presse, en particulier le puissant groupe des médias Globo, vont

certainement continuer leur campagne contre Bolsonaro. La grande bourgeoisie brésilienne voit encore en Lula un homme qui, disposant d'un soutien dans les couches populaires, peut apaiser les tensions sociales et mieux faire passer sa politique. Mais la tourmente dans laquelle est plongé le capitalisme mondial rendra la tâche impossible d'autant qu'une fraction de cette même bourgeoisie peut être amenée à changer son fusil d'épaule.

Bolsonaro ou le terrorisme des peurs et des haines nourries du désordre capitaliste

Bolsonaro a été en fait, indépendamment des antipathies qu'il peut susciter parmi une partie de la grande bourgeoisie de par son complotisme, son caractère illuminé, ses relations peu recommandables avec la pègre et les maffieux ou son irresponsabilité face à la pandémie du covid, l'exécuteur de la politique du capital : accentuer l'exploitation du travail et de la nature pour maintenir les profits, sauver le système.

Il a fait adopter en octobre 2019 une réforme des retraites extrêmement violente prévoyant près de 20 milliards de dollars d'économies par an pendant dix ans. La Constitution a été changée pour réduire les dépenses de l'État, près de 23 milliards de dollars d'actifs publics ont été privatisés et une nouvelle vague de dérégulation a été imposée. Le gouvernement a utilisé la crise du coronavirus pour réduire les droits des travailleurs.

Cette politique n'a pas réussi à relancer la croissance et a produit un affaiblissement global de la société qu'a mis au grand jour la pandémie. Bolsonaro a géré la crise sanitaire en sacrifiant la population aux impératifs économiques du patronat au nom de la croissance, sans rien faire face à l'état désastreux des structures sanitaires du pays ravagées par les politiques libérales.

Non seulement le Brésil, avec 686 000 morts, est le pays qui a payé le plus lourd tribut au Covid après les États-Unis, mais le chômage est monté jusqu'à 15 % et les effets sociaux de la pandémie sont durables. Selon le Réseau national de recherche sur l'alimentation et la souveraineté et sécurité nutritionnelle, en 2022 près de 33 millions de personnes, soit près de 15 % de la population, souffrent de la faim, dans l'une des grandes puissances agroalimentaires du monde.

Cette régression n'est pas la conséquence des seules improvisations irresponsables et criminelles de Bolsonaro, elle est aussi la logique de la politique à l'échelle internationale des multinationales. Le début du XXI^e siècle a été décrit comme l'ère de l'émergence de nouvelles puissances comme le Brésil. Mais leur croissance était entièrement dépendante de la financiarisation de l'économie où tout, et en particulier les matières premières, devenait objet de spéculation.

Après l'éclatement de la bulle des matières premières, le Brésil a commencé à afficher une dette élevée, un chômage de masse, des faillites en cascade et a subi un coup d'État avec l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir. Processus qui a aggravé le harcèlement social des femmes,

des noirs, des indigènes et des petits producteurs ruraux. Aujourd'hui, l'inflation réduit possibilités de remboursement des ménages au moment même où les taux ont été fortement remontés par la Banque centrale et où la dette va donc coûter beaucoup plus cher. La récession mondiale va frapper de plein fouet les exportations du pays. Déjà, au deuxième trimestre, leur croissance sur un an n'était plus que de 0,9 % contre 8,1 % au trimestre précédent. Le Brésil a exporté pour 88 milliards de dollars vers la Chine en 2021, et pour 33 milliards de dollars vers les États-Unis. Mais l'économie de la Chine ralentit et les États-Unis vont entrer en récession, sans doute comme la zone euro.

Le sous-investissement chronique a conduit à un violent déclin industriel qui rend le pays de plus en plus dépendant de la manne des exportations agricoles en premier lieu et pétrolières. Selon les données de la Banque mondiale, la part de l'industrie manufacturière dans la valeur ajoutée totale est passée de 34 % à 10 % entre 1984 et 2021.

Quand la manne des matières premières n'est plus là, la seule issue pour le capital est une pression croissante sur les travailleurs et sur l'environnement, puisque la productivité est absente et que les ressources du pays sont faibles.

Bolsonaro s'est fait l'agent de cette fuite en avant par la dévastation de l'Amazonie, tant de la nature que des peuples indigènes victimes d'une violence raciste. Cette politique criminelle obéit aux impératifs d'un capitalisme prédateur et destructeur.

Et celui qui n'a de cesse de dénoncer le « voleur » Lula, « *menteur, ancien prisonnier et traître à la patrie* », a créé le plus grand mécanisme de détournement de l'argent public au profit d'intérêts politiques privés et de la corruption, s'attachant une troupe de généraux réactionnaires assoiffés de pouvoir et de privilèges.

Bolsonaro partage et flatte leurs préjugés, un élitisme raciste et nationaliste, machiste et homophobe, admirateur de l'armée et fanatiques des armes, antiavortement, invoquant la famille et la religion, un ciment qui, sur terre, ne coûte pas cher et rapporte à ceux qui l'instrumentalisent comme les évangélistes. Ils influenceront 30 % de la population et leurs différentes chapelles se font les propagandistes actifs de la réaction la plus brutale. L'épouse de Bolsonaro en est une membre fervente et influente.

Il y a cependant au sein d'une large fraction des classes populaires un profond rejet de Bolsonaro qui, en 2018, avait devancé le candidat du PT de 17 points au premier tour et de 11 points au second, un rejet du racisme, du sexisme, de l'obscurantisme de l'extrême-droite, de sa nostalgie affichée pour la dictature militaire, de sa politique. Mais ce rejet a besoin d'une politique offensive pour contrer la campagne agressive de Bolsonaro qui utilise les faiblesses de Lula pour occuper le terrain et se préparer à l'échec annoncé d'un probable futur gouvernement Lula en 2023. Ce dernier et le PT, prisonniers du respect des institutions et du système, seront une proie facile pour les forces de la réaction menant leur offensive contre les forces pro-

gressistes, les travailleurs, les femmes, les noirs pour le compte des classes dominantes.

Les droits sociaux et démocratiques, les idées progressistes dépendent de la lutte des travailleurs, des femmes, des jeunes

L'offensive des classes dominantes frappe les plus fragiles de plein fouet. Si le chômage vient de passer sous la barre des 10 % en juin, les salaires ont globalement baissé et le travail informel représente plus de 40 % du marché du travail. La régression sociale à laquelle fait face la classe ouvrière s'est profondément aggravée. Des dizaines de millions de personnes ont été poussées sous le seuil de pauvreté.

La lutte contre Bolsonaro et les menaces putchistes ne peut se limiter à la défense des institutions bourgeoises au nom de la défense de la démocratie. Elle nécessite un programme qui associe la lutte pour l'abrogation de toutes

les réformes anti-ouvrières, comme la réforme du travail et de la sécurité sociale, pour les droits de l'ensemble de celles et ceux que l'extrême-droite attaque, à une lutte démocratique révolutionnaire pour la conquête par les travailleurs et les classes populaires du droit de contrôler la marche de la société.

La classe ouvrière brésilienne est une force sociale massive qui a une longue histoire de lutte contre le capitalisme, et une profonde tradition d'indépendance de classe.

Et si on ne peut que souhaiter la défaite de Bolsonaro, ce n'est pas le bulletin de vote qui protégera de l'avancée, des agressions, de la menace des forces fascistes mais bien la propre organisation, la propre mobilisation des travailleur.es et des classes populaires. La défense des droits sociaux et démocratiques est incompatible avec le système qui engendre les monstres bolsonaristes.

Yvan Lemaitre